



La Banque de Montréal et Pepsi-Cola se moquent des Canadiens français

À la B of M un Canadien français sur treize officiers supérieurs

A grand renfort de publicité, la Banque de Montréal annonce, par la voix de son président du conseil, M. Arnold Hart, la "formation d'une nouvelle Division de Montréal pour mieux servir la clientèle de la ville et du district de Montréal".

Sur treize hommes dont les noms et les photos apparaissent dans les grandes annonces de journaux, douze sont des Anglo-Canadiens; le treizième, M. G.A. Rhéaume, est peut-être Canadien français.

A vrai dire, il doit être Canadien français puisque de ces treize personnes, c'est le seul qui soit l'adjoint de quelqu'un d'autre, un Anglais bien sûr; les douze autres étant tous de langue anglaise sont, évidemment, des gérants généraux de plein titre.

Cette nouvelle équipe, nous dit l'annonce, "aura la responsabilité des 84 succursales de la Banque situées à Montréal et aux environs immédiats".

En réalité, l'adjoint Rhéaume doit jouir de bien peu d'autorité puisque dans les journaux des provinces anglaises, on voit les photos des mêmes douze Anglophones, mais celle de M. Rhéaume n'y est pas.

A Montréal, ville d'un million et demi de Canadiens français, la Bank of Montreal publie la photo de M. Rhéaume pour la façade.

Décidément, la B of M se moque de nous.

À Pepsi-Cola, un Canadien français sur onze officiers supérieurs

Par une publicité aussi flamboyante que celle de la Banque de Montréal, Pepsi-Cola a fait dernièrement savoir à sa clientèle montréalaise qu'elle aussi avait réorganisé ses cadres supérieurs.

On pouvait voir dans les journaux (anglais surtout) la photo des onze officiers supérieurs de cette compagnie. De ces onze hommes, dix sont de toute évidence Anglais; le onzième, M. Y. R. Comire est probablement un Canadien français.

Deux raisons appellent cette hypothèse: d'abord, M. Comire est au PUBLIC RELATIONS. Or étant celui qui fait le lien entre la compagnie anglo-américaine et les clients montréalais à très grande majorité de langue française, M. Comire est francophone comme d'ailleurs tous les officiers de relations publiques à Montréal. Ça paraît mieux.

Mais il est une autre raison qui permet au lecteur de supposer que M. Comire est Canadien français. C'est que de ces onze officiers supérieurs, c'est celui qui est à l'emploi de Pepsi-Cola depuis le plus longtemps. Tous les autres entrèrent au service de cette compagnie après 1950 pour quelques-uns, et même après 1960 pour les autres. M. Comire, lui, travaille pour Pepsi-Cola depuis 1934. Ça lui a pris beaucoup plus de temps à monter que pour ses confrères de langue anglaise.

Et pour ajouter à l'affront, l'annonce nous apprend que c'est la population de Montréal qui a fait Pepsi-Cola ce qu'elle est aujourd'hui.

On ne peut pas le nier, Pepsi-Cola nous prend pour des poires.

LA GUERRE DU VIETNAM RISQUE D'ENTRAÎNER L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

Jacques DUPONT

Le Vietnam, c'est le tonneau des Danaïdes. C'est un "ventre de bœuf" dans lequel nos voisins y engouffreront hommes, matériels et fonds sans pouvoir faire plus que s'y enliser davantage.

La décision de se faire saigner sur les rives d'Asie appartient à la Maison Blanche. Nous n'avons rien à y redire. Par contre, celle de ne pas nous laisser "embarquer", nous Québécois, est entre nos mains. Mais à nous d'y voir. Parce qu'au train où vont les choses en cette Confédération ou nous "survivons", avant bien longtemps, certains de nos jeunes vogueront vers Da Nang, pendant que les autres, jeunes ou vieux, participeront financièrement au coût de l'expédition "Vietnam".

Caouette est un rigolo, et nous n'avons pas envie de rigoler. Mais Caouette sait aussi comment on manoeuvre en politique. Il n'avait pas tort quand il annonçait que le gouvernement libéral établirait bientôt la conscription. En passant, nous aurons alors une magnifique occasion de voir Marchand, Trudeau et Pelletier se renier une autre fois quand il leur faudra se justifier d'accepter cette mesure. Mais revenons aux choses sérieuses!

Peut-on concevoir que les U.S.A. vont accepter de se serrer la ceinture, de mobiliser des classes militaires, de payer le prix du sang et des larmes, en laissant les bons Canadiens reposer dans la tranquillité et l'insouciance? Fi donc! Alors qu'ils sont propriétaires à 60 p. 100 du Canada.

La manoeuvre est d'ailleurs déjà amorcée pour faire participer le Canada aux déboires des Etats-Unis. Et le Canada a si peu les moyens de discuter que tout s'est passé sans le moindre cri à Ottawa.

Vous en doutez? Alors pourquoi croyez-vous que Kierans a commis l'impair d'écrire directement à Washington? Parce que, passant par Ottawa, sa missive aurait tout simplement été arrêtée; on aurait convoqué son auteur et on l'aurait prié à l'avenir de se fermer... la trappe! Et lui Kierans, il faut qu'il fasse quelque chose, à n'importe quel risque, pour sauver la situation! Parce qu'il sait que quand les conséquences vont commencer à apparaître, les Québécois, qui se posent déjà très sérieusement des questions quant aux bienfaits de la Confédération, vont cette fois avoir compris. Quand ça va "serrer", les Québécois vont sérieusement penser que si le Québec était indépendant, il pourrait être neutre! Et faire comme le Mexique, et la France, et l'Italie et cent autres pays de par le monde.

Regardez: Si ça n'arrête pas prochainement, l'affaire du Vietnam, les Québécois vont voir ce que c'est que d'être obligés de suivre, bon gré mal gré! Les Québécois, ils valent ce que vaut leur statut. A Washington, on n'a pas pris de gants pour dire à Kierans qu'il était un "subordonné".

Nous sommes donc nous aussi des "subordonnés". L'heure venue, on enverra les obéissants au Vietnam. Les "insubordonnés", il leur restera à se transformer en "zombis" sur le Haut St-Maurice ou la Haute Péribonka!

Ah, si nous étions déjà indépendants! Comme nous pourrions faire nôtres les récentes paroles de de Gaulle: Le Québec ne se laissera pas entraîner dans un conflit qui ne le concerne pas!

NOUS ATTENDONS LES MESURES POSITIVES DE KIERANS — Bourgault

M. Pierre Bourgault, président national du RIN et candidat de ce parti dans le comté de Duplessis aux prochaines élections provinciales est arrivé aujourd'hui (8 janvier) à Sept-Îles d'où il partira en tournée d'organisation dans quelques villages de la Basse-Côte-Nord.

A sa descente d'avion, M. Bourgault a tenu à déclarer ce qui suit:

"Le RIN, a-t-il dit, ne peut qu'appuyer sans réserve les récents propos de M. Eric Kierans, ministre du revenu, concernant les capitaux américains investis au Québec."

"Il est grandement temps, a dit le leader indépendantiste, que Québec se désolidarise vigoureusement de la politique interventionniste d'Ottawa à l'égard des Etats-Unis."

"Il est proprement inadmissible que les capitalistes américains rapatrient chez eux, presque que la totalité des profits qu'ils font à même l'exploitation de nos richesses naturelles."

"Nous attendons pourtant avec impatience et beaucoup de scepticisme les mesures positives qu'entend prendre M. Kierans dans cet état de choses."

"M. Kierans n'est sûrement pas sans savoir que le Québec, tant qu'il n'est qu'une province de la Confédération, n'a à peu

près aucun pouvoir de contrôle économique.

"Tous ces pouvoirs sont à Ottawa et seule l'Indépendance de Québec pourra nous permettre de les rapatrier."

"En attendant, on peut s'attendre à voir le gouvernement libéral s'engager dans des solutions de compromis rentables électoralement mais qui ne règlent aucun problème fondamental."

"M. Lesage verra d'autre part ce qu'il en coûte de négliger les problèmes économiques du Québec en engageant son gouvernement dans une voie d'évitement qui s'appelle sécurité sociale."

"L'hégémonie américaine sur notre économie doit être enrayée immédiatement."

"Nous devons décider nous-mêmes de nos intérêts, de nos priorités et de nos aspirations."

"Je souhaite que tous les citoyens du Québec comprennent bientôt que pour arriver à ce but nous devons nous battre beaucoup plus contre Ottawa que contre Washington."

"C'est lorsque nous aurons rapatrié à Québec tous les pouvoirs économiques que nous pourrions entreprendre la véritable lutte pour la conquête de notre économie."

"Le reste n'est que verbiage et démagogie."

"Je souhaite que M. Kierans se s'en arrête pas là."

SOMMAIRE

Les prophéties de Claude Ryan

Le Vietnam et l'indépendance du Québec

Le Québec à l'OEA

Papineau livré aux Anglais

Les prochaines conventions du RIN

Le Saint-Laurent en hiver

Les conceptions de la sécurité sociale

Les chroniques

GUY POULIOT PERCE LE MUR DE PAPIER

Etant donné la conspiration du silence dont les Séparatistes sont les victimes, il fait plaisir de lire dans les grands journaux des extraits de L'INDÉPENDANCE ou des commentaires sur les articles qui y furent publiés.

Par deux fois depuis la paru-



Me Guy Pouliot

tion de notre dernier numéro du 15 décembre, LE DROIT a fait état de L'INDÉPENDANCE. Ce fut d'abord au sujet d'une "petite nouvelle" selon laquelle les convives restèrent assis durant l'O CANADA au souper de clôture de la Société Saint-Jean-Baptiste de St-Jean. Et voilà que dans sa livraison du samedi 8 janvier, LE DROIT reproduit, en page éditoriale et en entier, l'article-choc de Me Guy Pouliot, vice-président du RIN, article intitulé UNE LOI ÉLECTORALE INJUSTE, paru dans notre dernier numéro.

Cet article de notre confrère Pouliot, commence à produire ses effets. Il va sans dire que d'autres journaux rendraient un immense service à la population en reproduisant eux aussi cette judicieuse étude qui s'attaque à une loi électorale tout à fait antidémocratique et suffoquant pour les Indépendantistes.

De leur séparatisme naquit l'harmonie

C'est Sacha Guitry qui, dans l'une de ses pièces de théâtre, dit à sa femme: "Faisons la paix; séparons-nous."

Ce conseil, la Presse Étudiante Nationale l'a suivi, il y a 4 ans, et ne s'en porte que mieux.

La PEN, qui groupe les journalistes étudiants de langue française de niveau universitaire ou pré-universitaire, était autrefois "confédérée" à la Canadian University Press, qui groupe les journalistes étudiants anglo-canadiens.

Et c'était la bataille constante. Car leur union était à l'image de la Confédération.

Or, en 1961-62, les deux groupes se sont séparés dans le but de faire, chacun sa popote.

"Jamais, ont dit les étudiants Journalistes, la coopération entre Canadiens français et Canadiens anglais n'a été aussi tendue au cours de notre histoire. Au fait, cette coopération n'existait pas avant la séparation."

Etant donné la magnifique harmonie qui règne entre eux depuis leur séparation, ces deux groupements sont allés, le 13 décembre dernier, faire part de leur expérience à la Commission Laurendeau-Dunton sur le Bilinguisme et le Biculturalisme.

Certains croient que l'heureux résultat de leur geste a valeur d'exemple.

PAPINEAU LIVRÉ AUX ANGLAIS

Oui, le peuple québécois est bien colonisé. Il laisse ériger des statues à Wolfe et il abandonne la tombe de l'un de ses grands patriotes à des étrangers indifférents, sinon hostiles.

En effet, le manoir de Louis-Joseph Papineau à Montebello, appartient à un groupe de businessmen canadien et américain, le "Seignior Club Community Association".

Par conséquent, le peuple québécois n'a aucunement accès à ces lieux historiques. Le R.I.N. de la région de l'Outaouais a obtenu dernièrement l'autorisation de faire cette visite, après de longues démarches. C'est une occasion assez rare; aussi allons-nous vous faire part de nos constatations.

Qu'avons-nous trouvé? Une maison et un parc admi-



Aération par "meurtrières"

blement conservés, il faut le reconnaître. L'intérieur de la demeure est dans l'état où l'ont laissé les descendants de Papineau lorsqu'ils ont dû la vendre lors de la crise économique. Nous le savons, grâce à notre guide, M. Cyrille Lefebvre, vénérable et savoureux citoyen de Montebello, qui a bien connu les enfants et petits-enfants de Papineau.

Cependant, tout cela est réservé à un public tout à fait indifférent et presque uniquement anglophone. Le peuple québécois, pour lequel ces souvenirs ont leur vraie signification, est tenu à l'écart.

Cette indifférence a eu de tristes résultats. La vaste bibliothèque que Papineau avait rassemblée, notamment lors de son exil, a été totalement dispersée en 1929. Cette bibliothèque occupait les deux étages de la tour percée de meurtrières que la "Community Association" qualifie pudiquement de "système d'aération".

Perte encore plus regrettable que celle du musée, Papineau avait installé dans un bâtiment spécial, à deux pas du manoir, ses collections historiques sur la révolte de 1837. Les nouveaux maîtres n'ont évidemment pas eu le souci de conserver cet ensemble: tout a été dispersé, égaré,



The defeat of the rebels

Le musée sert aujourd'hui de chapelle de la "Church of England". Le culte des loyalistes a évincé le souvenir des patriotes.

Il y a plus... ou pire. On n'a pas complètement oublié la mémoire des patriotes au Club. Le bar du "Club house", construction moderne, est agrémenté d'une fresque représentant la défaite des rebelles, scène propice à stimuler les libérations.

Bien entendu, le Club constitue un arrogant îlot d'unilinguisme canadien en plein Québec. Incident révélateur: si les dirigeants nous ont accueillis fort courtoisement et en français, ils se sont adressés en anglais à M. D'Aoust, maire de Montebello, qui les accompagnait. Sans commentaires.

Les Québécois ne sont pas tout à fait absents du domaine. Ils peuvent y pénétrer comme domestiques ou fournisseurs: on leur a même réservé une entrée à cette fin.

C'est le rôle où on les confine; pas question que le Québécois moyen aille chasser ou faire un pique-nique en famille sur les 104 milles carrés du domaine. Non, cela est réservé aux millionnaires étrangers dont les modestes châteaux portent des noms de toute origine, mais les moins Québécois possible.

Pour mettre fin à cet état de choses, qui ne se produirait dans aucun pays normal, le R.I.N. réclame que la maison de Louis-Joseph Papineau et ses abords soient rendus à la nation québécoise.

éditorial

Les prophéties de M. Claude Ryan

Dans un récent éditorial, M. Claude Ryan prétendait que le RIN faisait une grave erreur en se lançant dans les élections et que de toute façon il courait à un "échec cuisant".

Cette pensée est assez répandue. Il faut donc immédiatement préciser notre position vis-à-vis des prochaines élections.

D'abord, je crois qu'il est essentiel de définir un échec POSSIBLE par rapport aux buts que nous nous proposons d'atteindre.

Éliminons tout de suite la possibilité pour le RIN de prendre le pouvoir en 1966. Il est inutile de citer toutes les raisons qui éliminent d'emblée cette hypothèse.

Voyons plutôt ce que nous avons décidé de gagner:

1. Dix pour cent des voix dans la majorité des comtés où nous présenterons des candidats seraient pour nous un motif de grande satisfaction.

2. Deux ou trois candidats élus nous feraient crier victoire.

3. Une organisation électorale efficace dans une quarantaine de comtés nous assureraient une base d'opérations puissante pour le scrutin suivant.

4. Une connaissance plus grande du pays et de ses problèmes semble être assurée par les nécessités propres à une campagne électorale.

5. L'apprentissage du "métier de la politique" ne pouvant se faire autrement que dans la bataille, nous assurerons ainsi la montée d'hommes politiques aguerris, moins naïfs que ceux qui se retrouvent au pouvoir du jour au lendemain, sans préparation aucune (cf. Favreau, Pelletier, Trudeau, etc.).

5. Une voix au Parlement de Québec nous ferait accomplir le premier pas en avant que nous nous proposons, c'est-à-dire devenir "officiellement" ce que nous sommes "officieusement" depuis cinq ans: la seule opposition valable au régime actuel.

Si nous gagnons tout cela, et je reste persuadé que cela est possible, je ne vois pas comment on pourrait parler d'échec. Ce sera, au contraire, une grande victoire.

Nous avons déjà le programme le plus complet jamais présenté à l'électorat québécois. Nous présenterons plus de cinquante candidats aux prochaines élections. Pour un parti qui n'a que cinq ans d'existence, je considère, pour ma part, que cela seul constitue déjà un succès appréciable.

Voilà donc les limites que nous nous sommes fixées pour 1966. Elles seraient beaucoup plus élevées si "le régime" ne s'évertuait pas à nous mettre constamment des entraves.

L'échec certain dont parle M. Ryan et l'échec possible dont nous pouvons parler sera, s'il se produit, la résultante directe des faits suivants:

1. Une loi électorale odieuse qui défavorise en partant le RIN par un grand nombre de ses articles. Je n'en veux pour exemple que celui qui exige du RIN un vote minimum de 20 p. 100 dans un comté pour obtenir les contributions financières du gouvernement. Bien entendu, les vieux partis ne sont pas astreints à ce règlement.

2. Des élections précipitées. Je ne vois absolument aucune raison valable pour le parti libéral de provoquer des élec-

tions au printemps. Le gouvernement est fort, il peut passer ce qu'il veut, et il lui reste un an et demi avant la fin de son mandat. La seule raison — qu'on n'invoquera jamais d'ailleurs — c'est qu'on veut nous couper l'herbe sous le pied, sachant bien que nous sommes moins prêts aujourd'hui que nous le serons dans un an.

3. Le boycottage des grands moyens d'information.

Je ne suis pas de ceux qui tempêtent sans cesse contre les journaux, la radio, la télévision.

Je ne peux m'empêcher de remarquer cependant que depuis que nous sommes assez forts pour présenter un danger au régime actuel, la grande presse quotidienne et Radio-Canada en particulier pratiquent un boycottage systématique envers nous. On nous ignore tout simplement. Les exemples existent par centaines.

Je n'en retiens qu'un, qui touche de près M. Ryan.

Dans les deux derniers mois, Le Devoir n'a pas "couvert" une seule des neuf conventions du RIN.

Un citoyen du Québec qui ne lirait que Le Devoir serait donc tout à fait en droit de se demander si le RIN existe vraiment et quelles sont ses intentions.

Pendant ce temps, on publie à pleines pages des discours entiers de M. Lesage comme s'il était de quelque intérêt pour quiconque de savoir ce que pensent Lorenzo Paré ou René Arthur!

4. La peur. La police, les patrons, les capitalistes étrangers, nos propres gouvernants la font régner par toutes sortes de moyens. Cela a pour résultat d'empêcher un grand nombre d'indépendantistes de travailler comme ils le devraient. Pendant ce temps, personne n'importe un libéral. Il peut, en toute tranquillité d'esprit, profiter du régime sans passer pour un bandit.

Je m'arrête là. Cela devrait suffire à M. Ryan pour comprendre que nous ne luttons pas à armes égales. Il devrait dorénavant s'employer, au lieu de nous prédire un échec, à combattre les mesures qu'on prend pour nous amener à cet échec. Cela serait plus honnête.

Enfin M. Ryan trouve que c'est une erreur pour le RIN de s'engager dans les élections.

N'est-ce pas pourtant ce que le régime nous prêche sur tous les tons? "Présentez-vous aux élections" qu'on nous a dit. C'est ce que nous faisons.

Si nous ne le faisons pas, que nous reste-t-il? Nous avons le choix entre devenir un mouvement de pression comme les Ligues du Sacré-Coeur ou alors mettre des bombes.

C'est le seul choix que nous laisse M. Ryan. Si nous mettons des bombes, ça lui permettrait de nous dénoncer plus facilement, alors...

Non, nous ne croyons pas à la prophétie de M. Ryan malgré toutes les forces engagées contre nous.

Nous avons nous-mêmes défini les objectifs qui nous feront considérer les prochaines élections comme une victoire. Nous les atteindrons.

La prochaine fois nous élèverons nos objectifs jusqu'à ce qu'ils nous mènent au pouvoir.

Et cela viendra bien plus vite que le croit M. Ryan.

Pierre BOURGAULT

CROYABLE MAIS PAS VRAI

Messieurs du R.I.N., Je sais que dans vos petits cercles fermés vous ne cessez de me dénigrer; que vous allez jusqu'à nommer "Un Claude Ryan", une personne tout particulièrement réactionnaire, hypocrite et imbécile d'elle-même. Mais j'ai assez de grandeur d'âme pour m'élever au-dessus de ces mesquineries de petits esprits. Je ne vous en tiens donc point rigueur comme le prouve le fait que, directeur d'un grand journal, je preme le temps de vous écrire.

Comme vous le savez, notre parti, sous la direction de notre cher premier ministre, a entrepris de donner à notre Province-Etat ou à notre Etat-province si vous préférez, une politique à la fois audacieuse et prudente, réaction-révolutionnaire et socialo-capitaliste.

Pour cela, vous le comprenez, nous nous devons de faire peur aux Anglais sans trop leur faire mal et de faire mal aux Français sans trop leur faire peur; le grand art de notre politique consistant à toujours jouer sur deux tableaux.

Cet art exigera parfois de la subtilité voire de la finesse. Exemple: en même temps que nous convainquons les Québécois de la non-importance du séparatisme nous devons convaincre les Anglais de l'existence bien réelle d'un certain danger, selon l'expression rendue fameuse par mon récent premier-Montréal.

Mais attention, cette apparente contradiction ne l'est qu'en théorie. Elle se résout concrètement dans une action d'une limpidité démocratique évidente, comme l'écrivait mon maître à penser Lord... Voici comment:

1. Thèse: Montrer aux Québécois que les séparatistes ne sont pas importants.

2. Anti-thèse: Montrer aux "Canadiens" que le "certain danger" existe toujours.

3. Synthèse: Faire en sorte que le RIN ne se présente pas aux élections.

Si vous ne vous présentez pas aux élections, les Québécois se convaincront que vous n'êtes pas importants et les Canadiens ne sauront pas que vous ne l'êtes pas. Ainsi nous pourrions continuer à agiter l'épouvantail séparatiste auprès des Anglais sans pour autant risquer que les Québécois ne s'éveillent aux réalités politiques du Québec, éveillé qui risquerait de compromettre l'ordre et la légalité au profit du terrible nationalisme et du non moins effroyable socialisme.

Quant à vous, ministres, pensez-y: libérés des soucis d'organisation électorale vous pourrez consacrer toute votre énergie à l'organisation de piquetages, sit-ins et manifestations de tous genres. En retour nous continuerons comme par le passé à proclamer bien haut votre droit strict et inaliénable à la liberté de parole. Nous défendrons jusqu'à la limite de nos forces le droit fondamental d'existence des "vies politiques" à condition que vos manifestations ne dérangent personne soit par des cris, des chants ou des pleurs, soit par l'utilisation de slogans trop osés ou pouvant être mal interprétés, soit enfin par un choix inapproprié du lieu ou du moment de la manifestation (ainsi on ne manifeste pas devant un gouverneur-général ou devant des étrangers ou en présence d'Anglais).

Démocratiquement libéralement vôtre,

Claude RYAN, Directeur du "Devoir".

APPETIT DESERT PAYS

Nous avons l'appétit du ventre des forêts nous sommes dans un lit comme des amoureux les bagues de l'aurore composent nos unions et nous croyons savoir les chiffres et les mots le désir est cristallin et la pluie un traineau où se glisse le temps nous avons de grands coeurs pour tous les malheureux des taudis de bambous nous trouvons le moyen d'épargner un oiseau et de compter les branches autour de chaque nid nous avons un grand golfe il est notre désert

ou nous nous promenons sur des bateaux de pêche pour expliquer le monde en direction Nord

mais si mon coeur te dit pour allonger la vie qu'une source est venue qui s'appelle un pays où les enfants des hommes se trouvent en prison pour avoir fait crever le cristal et l'absurde tu ne chercheras plus l'arbre ou bien l'écriture à naître et à fleurir quand les hommes

renaissent pour se donner un nom aux lèvres d'un pays embrassant un espace qui s'ouvre sur le monde pour distinguer le jour des pauvres de la nuit

tout cela est bien beau le ventre des forêts et si c'était à nous le golfe ne serait plus désir à forêt et tous les doigts en fleurs toucheraient une rue

AU CENTRE DU PAYS

Pierre LEGER (Extrait de "Les Enfants, les Grands", en préparation.)

MONSIEUR LESAGE SE TROMPE TOUJOURS

Les Séparatistes seraient-ils d'incroyables rêveurs dont l'espèce est en voie d'extinction?

M. Jean Lesage le croit. Du moins, c'est là le sens des paroles qu'il prononçait à la télévision le lundi soir 3 janvier à Caméra 66.

Avant de discourir sur ses paroles, il convient de crier combien il est odieux d'entendre le premier ministre d'un peuple écrasé comme le fut le peuple canadien-français se réjouir à l'idée que l'aspiration à l'indépendance s'éteint. Il y a de quoi attraper une solide nausée.

Mais aux Séparatistes de se réjouir quand même, car l'Honorable Jean Lesage se trompe. Et sur ce sujet, ce ne sera pas la première fois.

n'invite plus les Indépendantistes à ses programmes politiques?

Mais il est, dans les paroles de M. Lesage, une sorte de tendance à s'induire lui-même en erreur, car une cause d'indépendance ne progresse pas uniquement par l'emploi des mots liberté, république ou séparatisme.

Or, même si pour les raisons précitées, le séparatisme — comme tel — est moins discuté aujourd'hui qu'autrefois, le citoyen-lecteur le moins attentif et honnête ne peut s'empêcher de déceler, tous les jours, dans son journal quotidien, le progrès régulier et certain de la cause de notre indépendance.

C'est comme le rouleau compresseur qui ne semble pas bouger bien vite mais qui, la journée finie, a quand même aplati tout ce qu'il y avait devant lui.

À preuve: que pourrait nommer dix Canadiens français satisfaits du statu quo constitutionnel? Il n'y en a qu'un, Pierre Elliott-Trudeau. Même M. Lesage ne veut plus du British North America Act. Aujourd'hui, grâce à l'influence insoupçonnée du séparatisme sur lui, le premier ministre Lesage réclame un statut particulier pour le Québec, lui qui, il y a six mois, prônait la formule Fulton-Favreau.

Ce que M. Jean Lesage ne veut pas comprendre dans son orgueil, c'est que ce sont les nationalistes canadiens-français qui ont fait avancer l'anti-nationaliste Jean Lesage — et malgré lui.

Il y a cinq ans, M. Lesage était opposé à la nationalisation de l'électricité et à la fondation d'un ministère de l'éducation. Et il a dû céder devant les réclamations des nationalistes. A Ottawa, il y a dix ans, M. Lesage était centralisateur et anti-Québec. Aujourd'hui, il est obligé de se dire pro-Québec puisqu'il en est le premier ministre. Ses admirateurs appellent ses virements, de l'intelligence, de la souplesse, de la démocratie, du sens politique.

À la vérité, c'est beaucoup plus de l'opportunisme électoral — et de la reddition devant les nationalistes et les séparatistes.

Et que dire d'une foule de mesures proposées par le gouvernement de Québec ou par d'autres: la reconquête fiscale, le retrait des plans conjoints, la priorité du français, voire même le statut particulier et les Etats associés. Ce sont là toutes des mesures séparatistes ou séparatissantes que Jean Lesage devra, tôt ou tard, et contre son gré, — car son orgueil l'empêche de se convertir — adopter.

Mais alors, le peuple du Québec en demandera davantage car jusqu'à l'indépendance, les Séparatistes seront là pour lui servir de levain.

Et c'est ainsi que le Québec s'achemine irrévocablement vers son indépendance. Car il y a deux façons de réaliser une indépendance: subitement, par un coup d'Etat ou une intervention armée; ou par étapes.

Or, au Québec, à l'époque présente, c'est par étapes que se fait l'indépendance.

Et Jean Lesage ne s'en aperçoit même pas.

Marcel CHAPUT



M. Lesage devrait d'abord savoir, puisqu'il use de son autorité pour arriver à cette fin, que s'il entend moins que par les années passées parler de séparatisme, c'est que les magnats de l'ordre établi font tout en leur pouvoir pour que les organes de communication ne parlent pas d'eux.

La grève de LA PRESSE et les interdictions du SOLEIL n'étaient pas indépendantes de ce sujet. Et LE DEVOIR qui, sur l'ordre de son directeur M. Claude Ryan, jette systématiquement au panier neuf communiqués du RIN sur dix. Et RADIO-CANADA qui depuis deux ans

Sécurité sociale: deux conceptions

Les élections de 1966 — printemps ou automne — seront, tout le monde le sait, les élections de la sécurité sociale.

Devant les projets que le parti libéral va présenter à la prochaine session, et dont il fera grand état pendant la campagne électorale qui va suivre, on ne manquera pas de nous demander: le R.I.N. peut-il s'opposer à des mesures aussi éclairées, préconisées par un Québécois aussi authentique qu'un Eric Kierans, un nationaliste aussi convaincu qu'un René Lévesque? C'est à cette question que nous voulons répondre.

En principe, il est bien évident que le R.I.N. ne s'oppose pas à des mesures de sécurité sociale qu'il a lui-même préconisées et inscrites à son programme avant même que le parti libéral le fasse: allocations familiales mieux adaptées à la famille québécoise, assurance santé, pension de retraite, etc.

Il y a trois ans déjà, soit le 20 janvier 1963, le R.I.N. exprimait cette préoccupation sociale en ces termes: "Notre aspiration à l'indépendance est intimement liée à notre aspiration à une véritable démocratie, à une plus grande justice sociale et à l'épanouissement de l'individu dans une société humaniste et ouverte sur le monde."

Et précisément, — pour prendre cette proposition à rebours, — parce que nos préoccupations sociales sont intimement liées à notre aspiration à l'indépendance, c'est-à-dire à la libération des Québécois, nous estimons que nous devons nous opposer au parti libéral et dénoncer son programme de sécurité sociale comme étant une manœuvre électorale dont l'effet principal sera de maintenir le Québec dans la dépendance et dans la misère que lui apporte le régime actuel.

Expliquons-nous. Le parti libéral avait confié à deux de ses plus prestigieux ministres des portefeuilles-clés dans l'administration. Richesses naturelles à M. Lévesque et Revenu à M. Kierans. La tâche du premier aurait dû être de s'assurer que les richesses du Québec soient exploitées de façon rationnelle et d'abord

au profit des Québécois. La tâche du second aurait dû être de s'assurer que toutes les entreprises qui tirent leurs profits du labour des Québécois versent au moins une part raisonnable de ces profits à son gouvernement.

Dans les deux cas ce fut un échec. Nos deux hommes avaient affaire à trop forte partie. Et M. Lesage, cédant sans doute aux pressions qu'on imagine venant de la haute finance, a casé ses deux ministres "dangereux" dans des postes de tout repos pour les puissances de l'argent: le bien-être et la santé. Ce qui aurait pu être une entreprise de libération du Québec se solda par une soumission totale au régime économique actuel et aux diktats de la haute finance étrangère.

Et on confie à MM. Lévesque et Kierans la tâche de soulager la misère de ceux qu'on maintient volontairement dans la misère. Le R.I.N. n'acceptera jamais cette conception de la sécurité sociale.

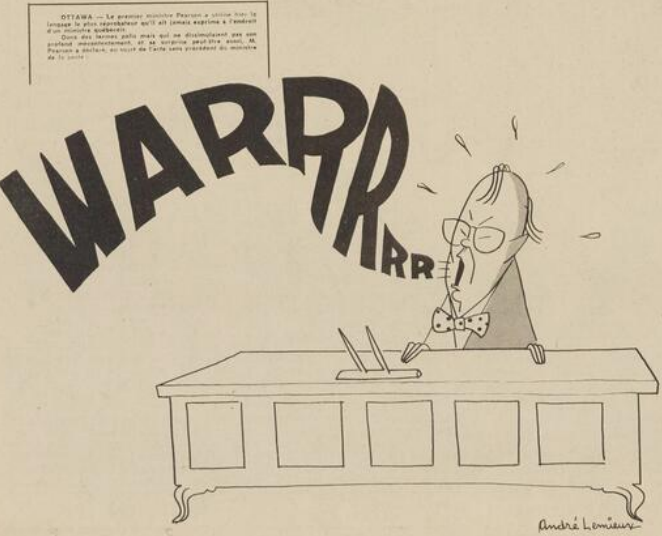
Le premier devoir d'un gouvernement est d'assurer aux citoyens les meilleures conditions économiques dans lesquelles ils puissent vivre et s'épanouir en subvenant eux-mêmes à leurs besoins. Le parti libéral a rejeté cette responsabilité en s'en remettant aux grands financiers et chefs d'entreprises de créer de l'emploi au Québec selon leurs seuls intérêts.

En second lieu, l'Etat doit protéger les citoyens contre tous les risques de l'existence: maladie, chômage, accident, etc., risques que la collectivité toute entière doit assumer. Et c'est là le vrai rôle de la sécurité sociale.

En laissant intactes les structures économiques et politiques qui maintiennent les Québécois dans la dépendance et dans la misère, les libéraux ont failli à leur tâche, quelles que soient les mesures par ailleurs excellentes qu'ils puissent préconiser.

Il faut que les Québécois leur laissent savoir, en appuyant le R.I.N., que la politique du "maltrès cher nous" ne peut se réaliser que dans un Québec indépendant.

LE COMITE POLITIQUE



L'INDÉPENDANCE
1382 EST, RUE BEAUBIEN, MONTRÉAL — TÉL.: 274-8055
Le Ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Publié par
Le Rassemblement pour
l'Indépendance Nationale

La navigation d'hiver sur le Saint-Laurent

un rêve québécois d'indépendance

Reportage: Jacques DUPONT

De grandes choses s'accomplissent quand les Québécois s'occupent de leurs propres affaires! Par exemple, la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent. Depuis cinq ans les journaux font grand état de l'activité qui règne dans nos ports du Québec pendant les mois d'hiver. Avec l'apparition de quelques navires à coque renforcée pour les glaces, battant habituellement pavillon danois ou russe, on voit fleurir des articles pleins d'enthousiasme s'étalant sur plusieurs colonnes.

Notre but ici n'est pas d'ajouter à ces descriptions laudatives, auxquelles nous nous associons d'ailleurs bien volontiers. Il est plutôt de réveiller l'esprit qui a présidé à la naissance de cette navigation d'hiver, et d'en révéler les aspects plus ou moins cachés ou tabous, et d'en tirer les leçons, les conclusions qui s'imposent pour les Québécois et leur gouvernement.

UN SYSTEME QUI EST BIEN CONNU: LE CONVOI

La navigation à travers les glaces ne date certes pas d'aujourd'hui. Depuis le début du siècle, le Canada à des brise-glaces. Dans la Baltique, les navires marchands des Etats riverains vont d'un port à l'autre tout au long de l'hiver. Les officiers du navire russe BIRYU-SA arrivent le 5 janvier à Montréal, nous ont confirmé ce fait et ont même remarqué que les conditions prévalant sur le Saint-Laurent leur avaient paru moins difficiles que celles qu'ils ont l'habitude de trouver dans le golfe de Finlande et en mer Baltique. Là-bas, nous ont-ils expliqué, on emploie une méthode qui permet à des navires ordinaires de se hasarder dans les glaces: le convoi. Eh oui! Ce vieux système de convoi qui permet de diminuer ou d'écartier les dangers qui menacent les navires marchands au cours des guerres, retrouve son utilité contre la menace des glaces. Un brise-glaces ouvre la voie à travers les champs de glaces et dans son sillage, les cargos suivent sagement à la queue leu leu. Le système manque un peu de souplesse, dans les horaires, il y a une programmation à établir, mais en fin de compte, la circulation maritime se poursuit au grand bénéfice de l'économie des peuples de ces régions.

Alors! Pourquoi donc tant d'émotion pour ce qui se passe sur le Saint-Laurent? Justement parce que malgré la longue antériorité de l'expérience européenne, la navigation d'hiver est une innovation récente ici. Ses conséquences n'ont pu être encore bien évaluées. Elles apparaissent mieux chaque hiver. Ce sont elles que les journaux s'empressent de mettre en valeur. Nous nous dispenserons donc de les détailler plus longuement: la multiplicité des commentaires quotidiens le fait beaucoup mieux.

UNE IDEE ET UNE REUSSITE QUEBECOISES

Depuis que Jacques Cartier a remonté le Saint-Laurent et jusqu'à 1957, toute activité disparaissait dès décembre, pour ne reprendre qu'au mois d'avril de l'année suivante. C'était un fait acquis qui semblait devoir se perpétuer éternellement. Il semble que jamais personne n'ait mis en cause l'impossibilité de naviguer sur le Saint-Laurent pendant ces quatre mois. La population du Québec remarquait bien tous les ans vers le mois de février, l'apparition des brise-glaces forçant leur chemin à travers les glaces pour venir débrider les embacles à la hauteur du pont de Québec, embacles, générateurs d'inondations qui devastaient les rives du fleuve en aval. Mais personne ne semblait imaginer que dans leur sillage, des navires marchands pourraient suivre et venir s'amarrer aux quais de la capitale.

Soudain, en 1957, le renouveau de la jeunesse du Québec manifeste ses premières ardeurs. Vers cette époque, Québec et les municipalités voisines se sont groupées dans un "Bureau métropolitain québécois du commerce et de l'industrie" dont M. Yvon Tassé assume la direction. M. Tassé a eu connaissance de la thèse d'un jeune géographe québécois, M. Michel Brochu qui devant l'Université de Paris a soutenu, entre autres, que la navigation commerciale était possible jusqu'à Pointe-aux-Pic. Saisissant toute l'importance de cette thèse, si ses conclu-

sions pouvaient être étendues jusqu'à Québec, M. Tassé organise une équipe dont il confie la direction à M. P. Camus. Il s'assure au sein de cette équipe, la collaboration de M. Brochu, dont les travaux porteront sur l'étude des conditions physiques: glaces, marées, climat, etc. Dans l'enthousiasme et... en plein été 1957, cette équipe de jeunes Québécois aboutit à une conclusion favorable: ON DOIT POUVOIR remonter en hiver, jusqu'à Québec. Fort de cette affirmation, M. Tassé sans perdre de temps entreprend de la vérifier. Il convainc le capitaine Gagnier de risquer son cabotage, le Dvora, 700 tonneaux, et de faire un premier voyage fin décembre 1957. La réussite de cette première équipée entraîne d'autres tentatives, toutes couronnées de succès; pendant les quatre mois de l'hiver 1957-1958, le Dvora justifie magnifiquement l'initiative des promoteurs québécois en accomplissant neuf allers et retours et en transportant plus de 2.000 tonnes de marchandises diverses entre Québec et les ports de l'estuaire du Saint-Laurent.

L'année suivante, M. Tassé obtient de la Compagnie de navigation danoise Lauritzen qu'elle risque un de ses Dan dans le golfe et dans l'estuaire. En février 1959, la première liaison commerciale transatlantique entre Québec et l'Europe, en hiver, est accomplie.

On sait aujourd'hui que l'exploit a été répété à maintes reprises, et amélioré, puisque les remontées conduisent les navires jusqu'à Montréal.

Deux conclusions à tirer de la genèse de cette navigation hivernale. D'abord, réalisation entièrement québécoise. Ce sont des Québécois qui par leur compétence, leur esprit d'initiative,



Dans un pareil chenal, nos navires québécois auraient-ils encore besoin de coques blindées?



"Assistance à navire en danger" Seul cas où Ottawa autorise ses brise-glaces à faciliter la navigation sur le St-Laurent glacé.



La navigation dans de telles conditions sera toujours difficile et risquée tant que la flotte insuffisante des brise-glaces devra s'occuper surtout à prévenir les inondations.

leur audace ont infléchi le déroulement de l'histoire en imposant à tous la possibilité de naviguer en hiver sur le Saint-Laurent.

Ensuite: aucun gouvernement ne peut s'attribuer la paternité de cette réussite. La navigation d'hiver, comme le barrage de la Manicouagan, ce n'est pas l'Union nationale, ni le Parti libéral, ni le Parti progressiste qui les ont faits. Ces réussites sont les manifestations de la vitalité et de la jeunesse du Québec d'aujourd'hui. Ce sont les oeuvres des jeunes générations débarrassées des lourds complexes d'un passé colonial, fortes d'une compétence nouvelle, qui se lancent, timidement au début, avec force ensuite dans la construction d'un pays et d'une patrie à leur mesure.

Ce que nous venons d'affirmer, les faits qui suivent le prouvent. Nous avons montré jusqu'à maintenant comment de jeunes et dynamiques québécois avaient su "penser assez fort" pour inventer et pour prouver une possibilité. Ce que nous n'avons pas dit, c'est qu'ils l'ont fait dans des conditions adverses et en surmontant une obstruction tenace des autorités du gouvernement d'Ottawa. En effet, au cours de cette enquête, un commentaire est revenu trois fois comme un écho: au port de Montréal, au service du chenal du Saint-Laurent, on m'a redit presque mot pour mot ce que m'avait déclaré M. Michel Brochu: "Le gouvernement fédéral ne VEUT rien faire pour aider à l'amélioration de la navigation d'hiver. Les brise-glaces n'ont qu'une seule et unique fonction: briser les embacles et ainsi éviter les inondations. Ce n'est qu'accessoirement qu'ils interviennent dans la navigation: non pas pour la faciliter, mais uniquement pour porter secours aux navires immobilisés dans les champs de glaces." A Ottawa, il semble qu'on n'ait pas encore pu se résigner à refuser l'assistance des brise-glaces aux navires en détresse. Ce manque

d'intérêt pour la navigation sur le Saint-Laurent n'a aucune explication technique. Par contre, il en a d'excellentes de nature politique et surtout électorale. Il s'agit d'éviter l'établissement d'un trafic maritime durant l'hiver, vers Québec et Montréal, afin qu'Halifax et Saint-Jean gardent leur rôle de terminus

transatlantiques. Aucun gouvernement à Ottawa, aucun parti fédéral ne peut consentir à couvrir le risque de perdre des voix, des députés et des fonds électoraux, en se laissant accuser d'avoir éloigné la manne qui fait vivre quatre mois durant, les deux grands ports des Maritimes.

Aujourd'hui, voilà Ottawa devant un affreux dilemme: Maintenant que chacun sait que la navigation est possible tout l'hiver sur le Saint-Laurent, le trafic des marchandises tend à s'accroître vers les ports du Québec, au détriment de ceux des Maritimes. Ottawa en facilitant, comme Québec l'exige maintenant, la circulation fluviale, risque de s'alléner l'électorat des provinces Maritimes. Jusqu'aux temps actuels, il a préféré s'attacher la clientèle des provinces atlantiques. Mais aujourd'hui, Québec n'accepte plus l'immobilisme et la routine. Il estime ne plus devoir faire les frais de la prospérité hivernale des ports atlantiques. La population du Québec exige de leur avantage des possibilités que lui offre la navigation d'hiver. Le gouvernement québécois se doit de prendre ses responsabilités. Il doit tout faire pour que la circulation maritime et le trafic commercial connaissent un rapide et considérable accroissement. Ce n'est plus à 5%, mais à 50 ou 60% de l'activité estivale que doit s'établir l'activité hivernale des ports du Saint-Laurent. Pour cela, il faut obtenir d'Ottawa un service de brise-glaces et une aide à la navigation adéquate. Si Ottawa ne veut pas obtmperer, que le gouvernement du Québec se procure d'urgence les brise-glaces et l'équipement nécessaire. Qu'il profite de la possibilité de l'équivalence fiscale pour en faire solder le coût par les finances fédérales. Ottawa pourra difficilement refuser la note, quand il refuse de s'occuper, une fois n'est pas coutume, des champs... de glaces que nous lui offrons généreusement.

Les Québécois d'aujourd'hui ne peuvent plus tolérer d'être le jouet de manoeuvres électorales et de faire les frais de la survie politique ou économique d'une Confédération qui ne les a jamais servis et continue à les tenir dans un état de sujétion et d'infériorité économique, comme le prouvent les dernières statistiques sur les revenus annuels.

Dans un des prochains numéros, nous reviendrons sur les aspects économiques de la navigation d'hiver pour le Québec.

Bulletin d'inscription au RIN
Je désire devenir membre du R.I.N.
Veuillez trouver ci-jointe ma cotisation annuelle de \$7.00 ou \$4.00 (étudiant)*

Nom
Adresse
Ville Cré

Téléphone: Rés. Bur.
Profession ou métier

(Ecrire lisiblement S.V.P.)

DECOUPEZ OU COPIEZ CE BULLETIN ET ADRESSEZ-LE A
R.I.N
1382 est, Beaubien, Montréal
* Ce montant inclut l'abonnement au journal "L'Indépendance".

Les Disques de Libération enrg.
vous présente
Le seul long-jeu Indépendantiste

DU COCHON BORNE
avec les indépendantistes
MICHAEL MARTEL
MICKY-BITZER - SANDRY - GÉLATOS

Pour tout renseignement adressez-vous à:

Librairie Ménard 222 est, rue Ste-Catherine 861-5621	Librairie "La Québécoise" 169 est, Beaubien 279-2100
--	--

CAMELOTS DEMANDÉS

pour vente aux coins des rues
du journal

S'adresser à M. Jean Clermont
488-8416 ou 524-7721

NETTOYEUR DE TAPIS MONTREAL

- NETTOYAGE
- TEINTURE
- A L'EPREUVE DES MITES

Marchandise assuré
Ouvrage garanti
SERVICE 4 JOURS
321-1240

Dr ERNEST J. BILODEAU,
CHIROPATICIEN
RAYONS X

Service 24 heures — Appels à domicile
— Sur rendez-vous —
3980 est, Sherbrooke (près) Pie-IX CL. 4-1151

IL N'EST PAS TROP TARD: POSTEZ DES MAINTENANT VOTRE BULLETIN D'ADHESION

Veuillez joindre à ce bulletin 12 chèques post-datés, datés du premier de chacun des douze prochains mois, au montant de \$10 (soutien), \$5 (ordinaire) ou \$2 (étudiant), par mois. Les chèques doivent être fait à l'ordre des Amis de l'Indépendance.

NOM:

ADRESSE:

Tél:

Vous recevrez par la poste votre carte de membre fondateur.
LES AMIS DE L'INDEPENDANCE
1382 est, rue Beaubien, Montréal
Téléphone: 274-8055



LE COIN DE FERNAND ROBIDOUX

A nous de jouer! Nous avons trop souvent passé la main! Résultat: sur les 20.000 jeunes Italiens de la métropole...

Michel Portal (saxophone), Pierre Labadie, Louis Bourcier, Michel Narchesini et Michel Tournus (violoncelles). Le succès de Barbara confirme le renouveau de la chanson française...

"JEAN-BAPTISTE CHEZ NOS CHANSONNIERS"

par Richard-François Cette semaine, Jean-Baptiste est allé rencontrer Pauline Julien. Celle-ci s'appropriait à partir pour Paris, et Jean-Baptiste n'a pas voulu rater l'occasion...



Pauline Julien

R. — Ça, je ne sais pas. Mais par contre je dois dire que souvent les cachets sont assez mal répartis. Q. — Pauline Julien, je ne vous demanderai pas si vous aimez votre pays du Québec...

D'ALLEMAGNE CANDIDAT A LA CONVENTION D'OUTREMONT M. André d'Allemagne se portera candidat à la convention du comté d'Outremont...

M. d'Allemagne a presque toujours vécu dans ce comté. Né en 1929, il a fait ses études au collège Stanislas, à l'Université McGill et à l'Université de Montréal...

MONTREAL SECOND LARGEST FRENCH CITY IN THE WORLD

FRENCH, NI VU NI CONNU Dear Sir: We are returning your 1000 shares of Steelco Mining Corporation Limited. As we do not speak or understand the French...

L'INDUSTRIE VOUS RECLAME... EN ANGLAIS L'Institut d'Entraînement Spécialisé du Québec, situé en plein cœur de Montréal, se propose de préparer aux carrières industrielles...

MONTREAL, CAPITALE MONDIALE DE L'AVIATION Vous voulez voler par Eastern Airlines, de Dorval à Tombouctou, ou ailleurs? Vous ne pouvez pas si vous ne connaissez que le français...

Le Fédéral condamné à mort Il semble qu'une espèce de chancre se soit implanté qui rongerait systématiquement le pouvoir et l'institution même du gouvernement fédéral...

Fair play britannique Lors de l'union des deux Canadas, en 1840, le Bas-Canada comptait 650.000 Canadiens français; le Haut-Canada, 450.000 Anglo-Canadiens...

Je désire m'abonner à L'INDÉPENDANCE Mon nom: Mon adresse: Téléphone: Envoyez à L'INDÉPENDANCE 1382 est, rue Beaubien - Montréal

DINER - CAUSERIE Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale a l'honneur de vous inviter à un dîner-causerie au Motel Carillon, 2800 boul. Laurier, Ste-Foy, le samedi, 5 février, à 6 heures 30.

ELEVEZ-VOUS AU-DESSUS DE LA MASSE DES INUTILES en apprenant FACILEMENT, RAPIDEMENT A PEU DE FRAIS Métier Payant QUI VOUS ASSURE DU TRAVAIL A L'ANNÉE LETTRAGE Camions, Pancartes, Enseignes, Etiquettes de prix, Vitrites

VOYAGES 1966 I - Vacances de Pâques à la GUADELOUPE et MARTINIQUE Du 1er au 11 avril, en avion, \$480,00 II - Pâques en TERRE-SAINTE: 21 jrs (Mgr R. Marien), \$998.

MACHINISTES Dorion et frère • manufacturiers et fondeurs • réparations en général • ouvrages de presse • production - repoussage du métal en feuilles • développements d'inventions 9945 rue Paris (coin boul. Industriel) A MONTRÉAL-NORD - TÉL.: 322-0320

MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL PROPRIÉTAIRES: M. L. Ph. LESAGE • GÉRANTE: Mlle LISE LESAGE NOS STUDIOS SONT OUVERTS TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE, DE 9 HEURES À 9 HEURES LIVRAISON PAR TOUTE LA VILLE SEPT JOURS PAR SEMAINE 14 ARTISTES À VOTRE SERVICE 24 HEURES PAR JOUR FLEURS TÉLÉGRAPHIÉES DANS LE MONDE ENTIER COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES 24 HEURES PAR JOUR TÉLÉPHONE: 768-9413

STUDIO 80 GRAPHISTES 686 BULEVARD STE DIX, ST-LAURENT, TEL 748-9287 CREATION ET IMPRESSION D'AFFICHES ET DE DEPLIANTS PUBLICITAIRES

ROSES ET CHARDONS

IL S'AGISSAIT D'Y PENSER

Il paraît que, sentant la soupe chaude face au mouvement séparatiste du Québec, l'université anglaise de Montréal, Sir George Williams, serait allée consulter M. Paul Gérin-Lajoie, ministre québécois de l'éducation, pour se faire rassurer.

Pour garder intactes ses amitiés particulières anglaises, celui-ci aurait suggéré aux professeurs de SGW de proposer à la commission sur le biculturalisme et le bilinguisme la création d'écoles où l'enseignement serait donné moitié en anglais moitié en français. Connaissant les aptitudes des Anglophones pour la langue française, de cette façon, tous les Canadiens français s'engloberaient tranquillement sans que les Anglais se fâchent pour autant. Il ne suffisait que d'y penser.

LA JUSTICE A SES MAUVAIS MOMENTS

Parlant sur le sujet de la peine de mort au Canada, Me Claude Wagner, ministre de la Justice au Québec, a déclaré que ce n'était pas le temps d'abolir la peine capitale étant donné que "le crime augmente" dans notre province.

La même journée, M. Adrien Robert, chef de la Sécurité Provinciale du Québec déclarait, "La criminalité a diminué de façon sensible dans la province au cours de 1965". Les mêmes journaux du 30 décembre.

Il paraît que désormais, M. Adrien Robert devra faire censure ses déclarations par l'honorable Wagner avant de les lancer dans le public.

LES JUIFS GRIGNONT DUPUIS ET FRÈRES

On apprend du poste radiophonique monté par le CIMS que le grand magasin Dupuis Frères, établi avec l'argent des Canadiens français, aurait tout le consigne de son restaurant à des Juifs.

LES ORACLES SONT AVEC NOUS

De nos jours, on fait beaucoup d'appel aux voyants pour apprendre ce qui va se passer dans l'avenir.

Voulant s'assurer que la séparation est bien morte au Québec, M. Jean Lesage aurait consulté un des plus célèbres cartomanciens de France, Mme Blanche Orion. Mme Orion a dit décevoir M. Lesage parce qu'elle a prévu, et sa prédiction est consignée dans le journal français ICI PARIS, que "Le Canada français se soulève pour son indépendance et l'oblitérera".

C'est ce qui expliquerait l'annonce honorable faite dernièrement à la télévision par M. Lesage envers les Séparatistes.

MAINTENANT CE SONT LES CÉPARATISTES

Décidément, il y a des Séparatistes partout. Même qu'il y en a sous différents orthographe. A preuve: au sujet de l'action du gouvernement provincial visant à unifier l'autorité sur les eaux du Québec, on a appris l'existence du "Comité permanent d'aménagement des ressources" présidé par M. Jean-Baptiste Bergevin, organisme qui a pour petit nom officiel le sigle prédestiné CEPAR.

Les membres de cet organisme sont donc des CÉPARATISTES. Et ça, dans le gouvernement de M. Lesage.

PARISIAN FRENCH À LA RCMP

Les deux agents unilingues de la police montée, envoyés récemment à Paris, sont là pour y apprendre le Parisian French, étant donné qu'on les destine à la direction de la nouvelle école de la police bilingue créée par le gouvernement fédéral.

QUATRE CONVENTIONS DU R.I.N. DANS MONTRÉAL D'ICI FÉVRIER

Le RIN qui compte présentement neuf candidats officiellement choisis en vue des prochaines élections québécoises tiendra, d'ici le 1er février, quatre conventions dans Montréal pour le choix de nouveaux candidats.

Le mercredi 19 janvier à 8 heures au Pavillon Lallemand du Collège Brébeuf pour le comté d'Outremont. Candidat: M. André d'Allemagne, conseiller technique de l'AGÉUM.

Le dimanche 23 janvier dans le comté d'Amstis. Candidat: M. Pierre Cinq Mars, directeur d'école.

Le mardi 25 janvier dans le comté de Fabre, nouveau comté de l'Île Jésus. Candidat: M. Roger Turgeon, ingénieur civil.

Le dimanche 30 janvier à 2:30 heures, dans Maisonneuve. Candidat: Mlle Noëlla Sénéchal, infirmière.

Les détails de lieux et d'heures peuvent être obtenus du secrétariat du RIN, 274-8055.

LE GRAND MENSONGE DE LA PROSPÉRITÉ QUEBÉCOISE AU SEIN DE LA CONFÉDÉRATION

"Notre pays est en proie à de profondes disparités économiques d'une région à l'autre. Ces disparités sont considérables: le revenu moyen de l'Ontario est supérieur de 33 p. 100 à celui du Québecois."

"Il y a toutefois plus grave encore: c'est l'incrustation du phénomène. Alors qu'aux États-Unis, les disparités inter-régionales ont tendu à s'amenuiser depuis 30 ans, elles sont demeurées, au Canada, constantes par conséquent insensibles aux courants de progrès qui ont traversé l'économie."

Claude RYAN, "Le Devoir" du 7 janvier.



Même si la mode n'est plus, paraît-il, aux familles nombreuses, les Séparatistes en comptent néanmoins un certain nombre. C'est une façon efficace d'augmenter leurs effectifs. Sur cette photo, c'est la belle famille de M. Louis-Philippe Lesage, propriétaire de l'établissement MARCELLE FLEURISTE, 521 avenue de l'Église à Verdun. Treize enfants vivants, dont onze paraissent sur cette photo, les deux autres étant, à ce moment, l'une infirmière dans l'armée, l'autre, un fils, à l'étranger. A ces treize enfants s'ajoutent aujourd'hui vingt petits enfants. Malheureusement, Mme Lesage était décédée deux ans avant la prise de cette photo.



Séraphin Marion et le séparatisme

M. Jean Lesage se plaît à répéter que le séparatisme est chose du passé et que la presque totalité du Québec est fédéraliste, comme lui. Il est, chez les historiens renommés, un homme de grande réputation qui ne pense pas comme lui sur ce sujet, c'est M. Séraphin Marion.

On lit dans le résumé d'une des conférences de M. Marion, ce qui suit: "En 1867, le peuple canadien-français était encore au berceau tandis qu'en 1965, c'est un peuple adulte. Le problème brûlant du séparatisme occupe tous les esprits."

Et ce jugement, M. Marion ne l'a pas porté il y a 3 ans, au temps des bombes du FLQ, mais bien le mardi 14 décembre 1965 devant les membres de la jeune Chambre de Commerce d'Ottawa.

"Anglicisez-vous ou sacrez le camp"

Dans leur naïveté, certains Canadiens français croient que les Anglo-canadiens changent d'attitude envers nous les francophones et commencent enfin à nous accepter.

Allons, allons, c'est naïf. On a répondu M. Ernie Jones, commissaire de la ville d'Ottawa, la capitale du Canada et dont, par surcroît, la population est française à au moins 35 p. 100 à ceux qui se plaignent du peu de français qu'on trouve dans cette ville? "C'est ceux qui ne sont pas contents s'en aillent."

On n'a plus les Italiens qu'on avait

On savait déjà que les Italiens de Montréal envoyaient autrefois leurs enfants aux écoles françaises. Une enquête récente nous fournit des chiffres prouvant qu'aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit.

Ainsi, il est dans LA PATRIE du 19 décembre en page 12, "Dans le nord de la ville (de Montréal), par exemple, il y a des écoles dites irlandaises où la proportion des élèves d'origine italienne atteint 95 p. 100."

Mis au courant de cette situation, Me Marc Jarry, président de la Commission des Ecoles catholiques de Montréal n'a pas blêmi de consternation. Au contraire, il a avoué l'existence de ce fait normal puisque pour lui, toute personne du Québec qui n'est pas de sang français doit parler anglais.

On n'a plus les Italiens qu'on avait. Ni les présidents de commissions scolaires.

Séparatisme appliqué

Au moment même où le commissaire d'Ottawa lançait son invitation "à s'en aller", la Civil Service Association of Canada faisait savoir, dans son mémoire à la commission BB "qu'il est de plus en plus difficile de recruter des candidats bilingues pour la fonction publique et que cette tâche se complique lorsqu'il s'agit de transplanter ses employés dans une ville d'expression anglaise (sic) comme Ottawa."

"Le problème du recrutement, poursuit le mémoire, est des plus aigus dans le Québec. Bien que ce soit dans cette province que l'on puisse trouver immédiatement le plus grand nombre de candidats bilingues, c'est dans le Québec que l'on recrute en fait le moins de candidats."

Plus grave encore, la fonction publique fédérale a lancé un programme de recrutement dit "des jeunes administrateurs" et de former ceux qui dans quelques années occuperont les postes supérieurs. Or, conclut le mémoire, "il semble que ce programme n'ait pas attiré autant de jeunes diplômés du Québec que des autres régions."

Ca c'est grave pour la Confédération, car une telle désaffection pour la fonction publique fédérale, c'est bel et bien du séparatisme appliqué.

Mot pour rire

"L'Ontario français en appelle au FAIR PLAY du gouvernement", titre tiré du DROIT du 17 décembre, à la une, pour résumer le mémoire des cinq grands organismes éducatifs de cette province à la commission BB.

Croire au Fair Play anglo-canadien après 98 ans de confédération, c'est encore pire que de croire au Père Noël.

Mon ami Pierre Elliott-Trudeau

Mon ami, c'est beaucoup dire: se connaît à peine. Mais je l'aime bien quand même parce que son intelligence et son honnêteté le forcent à être logique avec lui-même.

D'accord, il n'est pas Canadien français; il est apatride. Pour lui, le patriotisme, l'adhésion sentimentale à une culture, c'est dépassé. Seul doit compter l'efficacité. Que le critère soit anglais ou français, peu importe.

Mais là où il a vachement raison, c'est quand il dit que "Les tenants d'un statut particulier pour le Québec sont des Séparatistes qui s'ignorent." Et cela

inclut notre premier ministre Jean Lesage.

Vouloir un statut particulier, ce n'est pas rechercher le juste milieu, ce n'est pas faire preuve de modération, ce n'est pas rejeter l'extrémisme; c'est reconnaître en soi-même qu'étant minoritaires et différents des autres Canadiens, les Canadiens français devraient se diriger eux-mêmes. Mais c'est aussi ne pas avoir le courage de le dire et d'agir en conséquence.

Les Ukrainiens ont roulé M. Lesage

On se souvient de la victoire qu'avait faite M. Jean Lesage, de son entente avec les groupes ukrainiens de l'Ouest du Canada: les Ukrainiens approuveraient l'idée d'enseigner plus de français dans les provinces de l'Ouest et M. Lesage permettrait l'enseignement de l'ukrainien au Québec.

Or, les mêmes Ukrainiens ont présenté dernièrement leur mémoire à la Commission Laurendeau-Dunton. La chose est flagrante, M. Lesage s'est fait rouler.

"Le mémoire du comité, nous dit LA PRESSE du 18 décembre, p. 13, recommandait, entre autres choses, que toutes les langues maternelles soient reconnues sur un pied d'égalité au pays, l'anglais devant toutefois être la langue de communication dans toutes les provinces excepté le Québec, où le français serait la langue de communication."

Ainsi serait reconstruit le bon vieux principe de la réserve québécoise, avec cette amélioration que, grâce à M. Lesage, on enseignerait l'ukrainien dans certaines écoles du Québec.

M. Roberts et ses Franco-Ontariens

D'autre part, a ajouté M. John Roberts, premier ministre de l'Ontario, je ne suis pas sûr que tous les 650,000 francophones de l'Ontario veulent des écoles françaises. Les crois qui souhaitent ce but, qui ne sont pas toujours les leurs sont prêtés aux gens."

C'est ce même M. Roberts qui, il y a deux mois, disait à M. Jean Lesage, premier ministre du Québec, de ne pas s'occuper des minorités françaises de l'Ontario parce que les Franco-ontariens s'est à Roberts qu'ils appartiennent.

P.S. A la même récente occasion, M. Roberts a dit ne pas croire de cette minorité à une brève échéance au pays.

Ceux qui ont la patience d'attendre, levez la main. La jeunesse du Québec ne l'a plus.

Petit exemple qui en dit long

Vous avez peut-être vu dans les journaux les annonces d'un certain vin australien? On vous dit que c'est grâce à M. Dupont si vous le payez moins cher qu'un autre vin importé, de même qualité.

D'abord il y a fausse représentation: Au Canada, pas un douanier ne porte une casquette avec l'inscription française BOIANES, comme celle qu'on voit sur le photo d'hypothétique M. Dupont. C'est l'anglais CUSTOMS qu'on y lit.

Mais là n'est pas ce qu'il faut retenir de cette annonce. C'est que ce vin australien est moins cher que les vins, disons, français, parce que l'Australie fait partie du Commonwealth, et pas la France.

Ainsi, tout ce que les Canadiens veulent acheter de France, ils paient le plein prix à la douane. Et c'est normal que les Canadiens français pensent à établir des relations commerciales plus soutenues avec la France, par exemple, dans le domaine des livres. Mais la douane y met des obstacles et par le fait même fait dévier nos achats anglo-français vers les pays anglophones au lieu de le faire au temps, au détriment de notre culture.

Et n'allez pas croire que le récent accord entre Paris et Québec a modifié quelque chose à ce sujet. Au Canada, le commerce extérieur relève uniquement et totalement du fédéral ou les Canadiens français ne mènent à peu près rien.

Dis-moi qui te paie...

M. Jean Marchand, autrefois nationaliste et ancien président de la CSN, a eu une réponse que ce n'est long que l'élevé de son élévation au rang de ministre fédéral, des journalistes lui ont demandé si le remaniement ministériel, qui fait peu de place aux Canadiens français, semblait satisfaire les aspirations québécoises pour des postes de premier plan. M. Marchand a répondu qu'il ne faisait pas trop attacher d'importance à la nomination des individus: "C'est le ministre qui fait le ministère", a-t-il dit.

On se demande bien alors pourquoi les Canadiens français, y compris les ouvriers de la CSN, se sont depuis toujours battus afin de faire nommer des leurs à la tête de ministères importants!

Dis-moi qui te paie, je te dirai ce que tu penses.

Encore les minorités

Le journaliste Jean V. Dufresne rentre d'un voyage dans l'Ouest où, comme après tant d'autres, il est allé mesurer les chances de survie des minorités françaises.

Ces chances sont bien minces: "Dans dix ans, il sera trop tard", affirme Dufresne en se basant sur ce qu'il a vu et entendu là-bas.

Marcel Pépín commencerait-il à comprendre?

Lors de la conférence de presse qu'il donnait à la suite des assises fédérales-provinciales sur la pauvreté, tenues en décembre à Ottawa, le syndicaliste M. Marcel Pépín, président de la CSN, s'est plaint de ce qu'aucun des "conseillers du fédéral" n'était canadien-français du Québec. Tous venaient de la Fédération ou du Travail de l'Ontario, de la Fédération canadienne de l'Agriculture, des universités de Toronto, de Colombie Britannique, d'Amoyish, de Chicago et de Pennsylvanie.

Et d'ajouter M. Pépín: "Il se fait pourtant des travaux sérieux sur la pauvreté au Québec."

De ceci, M. Pépín conclut: "Si le gouvernement fédéral devait continuer à agir comme il l'a fait à l'occasion de la conférence sur la pauvreté et exclure les Québécois des lieux où s'élabore la politique, la CSN devra réexaminer toute la question de sa participation à des organismes fédéraux. Tant qu'à y être seulement pour la parade, à-t-il ajouté, nous n'y serons pas du tout."

— M. Pépín, il y a 98 ans que les Canadiens français disent ça. Il serait peut-être temps que vous commenciez à comprendre.

Perle de naïveté

En temps de révolution dite tranquille, la lecture des journaux nous apporte de nouveaux moments "Prenez, par exemple, l'article intitulé O CANADA, de M. Marcel Gingras, tiré de la page éditoriale du DROIT du 4 janvier. C'est une perle de naïveté."

A la lecture de L'INDÉPENDANCE du 15 décembre, M. Gingras a appris (vous voyez qu'on apprend des choses à lire ce que vous tenez dans les mains présentement) que "la moitié des cent convives de la soirée des assistants lorsqu'on leur demanda de chanter O CANADA au diner de clôture du congrès de la SSJB du diocèse de Saint-Jean."

A ce l'éditorialiste Gingras de répondre, furieux, "Que des séparatistes avoués refusent de chanter l'hymne national O CANADA", passe encore. Ils sont logiques puisqu'ils ne considèrent plus le Canada comme leur patrie." Mais "officiellement, la Saint-Jean-Baptiste n'est pas encore un mouvement séparatiste." Elle ne devrait donc pas tolérer pareil mépris d'un hymne.

Comme si elle le pouvait. Si d'aventure la SSJB s'avisaient d'expulser les séparatistes de ses rangs à cause d'un répit possible d'incidents "révolants" comme celui-ci, eh bien, il ne resterait plus de Saint-Jean-Baptiste.

Dans son incompréhensible naïveté, M. Gingras commet l'erreur de plusieurs qui est de croire qu'il y a, d'une part, le mouvement séparatiste, et d'autre part, la SSJB, le Jeune Commerce, les syndicats, etc.

Eh bien non. Il y a le mouvement séparatiste, une structure comme tel, et il y a les autres groupes comme la SSJB, le Jeune Commerce, les syndicats, des membres qui sont séparatistes, et d'autres qui ne le sont pas.

Et si la Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean est restée assise au chant d'O CANADA, c'est que la Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean, comme toutes les autres diocésaines de cette société, est largement composée de Séparatistes.

Quand l'Université de Montréal nous trahit

Il est pour un peuple comme le notre, des coups durs qui s'encaissent malgré tout parce qu'ils viennent d'adversaires. Mais le pire, c'est quand la nation est trahie par les institutions mêmes qui sont là pour la défendre: l'Université de Montréal par exemple.

On croirait que par le temps qui court, notre université tente d'améliorer notre langue joualaise par des cours de français à la portée de tous. Eh bien non.

Par un bataillage publicitaire sans précédent, tant à la radio que dans les journaux, l'U. de Montréal nous martèle dans la tête tous les jours qu'un homme qui parle deux langues en vaut deux et que pour réussir dans la vie, les Canadiens français doivent parler l'anglais parfaitement. D'où la nécessité pour les francophones qui ne sont pas encore bilingues de s'inscrire aux cours d'extension de l'université.

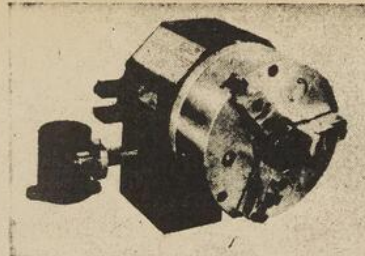
Des autres cours, et il y en a un grand nombre offerts aux adultes par cette institution: PAS UN MOT! L'Université préfère jouer le triste rôle d'anglicisateur.

La moutarde, pour ne pas dire la poudre à canon, m'en monte au nez.

Il me semble que l'U. de M. pourrait laisser à McGill le soin d'enseigner l'anglais et se consacrer à la gigantesque tâche qui devrait être la sienne: CELUI DE FRANÇAIS LES CANADIENS FRANÇAIS.

DIVISEUR "AIR FLASH"

152 mm et 203 mm



- ★ POUR PERCEUSES OU PETITS TRAVAUX DE FRAISAGE
- ★ INDEX 24 DIVISIONS EN 12 SECONDES
- ★ TRAVAIL AUTOMATIQUE - PRECISION JUSQU'A 3'
- ★ SE REGLE A TOUTE DIVISION JUSQUE 48
- ★ COMPACT — EFFICACE — RAPIDE

Détails complémentaires et caractéristiques sur demande à :

Dugas Machine Works, Inc.
1826 W. Commerce St. Rl. 7-2230 Dollard B. Tasse



Péto-Montréal Inc.

MARCEL CHAPUT, président RESIDENCE : 747-4810

Huile légère Huile distillée
387-9923 334-0194

"L'Indépendance par le sol"



IMMEUBLES du QUEBEC

Courtier, W.P. O'Leary, H.E.C. et D.S.P.

MONTREAL — CR. 3-23-23 — LAURENTIDES

PAPIEROGRAMME

Appel à tous nos lecteurs - stop - ne jetez pas vos vieux journaux - stop - nous pouvons les utiliser au service de L'INDEPENDANCE DU QUEBEC - stop - appelez M. Marcel Demers 273-5579. - stop - Message à conserver près du téléphone.

Dr Lorenzo P. Favreau
OPTOMETRISTE
257 est. rue Ste-Catherine
6886 rue St-Hubert
7227 boulevard Pie IX
Clinique médicale Anjou, 8250 Châtillon
Jour: 288-6703 — Soir: 727-4957

LOUIS-ROLAND PESANT, I.S.C., II.D.

ASSURANCE
Feu, vie, vol, responsabilité

4140, boul. Lévesque
St-Vincent-de-Paul Tél.: 661-7668

BERGERON RADIO-TV

DIPLOMÉ EN ÉLECTRONIQUE
892 - 66 AVENUE VILLE ST-MICHEL

LIBRAIRIES

ONTARIO 4030 EST, ONTARIO 523-4333
DOMAINE CENTRE D'ACHATS DOMAINE 524-0071
Papeterie et articles de bureau

L. DUBOIS